



Communiqué commun pour le retrait du projet de loi dite de « sécurité globale »

Des partis français de Belgique
Europe Ecologie Les Verts, la France Insoumise,
la Gauche Républicaine et Socialiste, Génération-s, Place Publique, le Parti Socialiste

Nous, citoyen-ne-s français-es et européen-ne-s résidant en Belgique, exprimons notre plus vive inquiétude face à la dégradation sans précédent des libertés publiques et fondamentales en France.

Dans la nuit du mardi 24 novembre 2020, les député-e-s LREM, LR et RN ont voté le projet de loi dite de « sécurité globale ».

Cette loi pose de nombreux problèmes tant dans son application que dans sa philosophie, dite du « continuum de sécurité » :

- Elle instaure un État de surveillance massive via des moyens technologiques disproportionnés ;
- Elle étend le pouvoir de la RATP ou de la SNCF et des sociétés de sécurité privée à des missions régaliennes,
- Elle interdit la diffusion d'images de fonctionnaires de police, de gendarmerie ou de maintien de l'ordre dans l'exercice de leur fonction, en bafouant la loi sur la liberté de la presse de 1881.

"1984 n'était pas censé être un mode d'emploi"

Sous prétexte de la crise sanitaire et des récents attentats survenus en France, le gouvernement cherche à mettre en place une société-surveillance de tous les instants. En dotant la Police et la Gendarmerie de moyens technologiques exceptionnels, comme la transmission en temps réel d'images des caméras individuelles des policiers aux salles de commandement, l'utilisation généralisée des drones – avec pas moins de neuf domaines d'application– couplées à la reconnaissance faciale, chaque individu pouvant être potentiellement pisté, traqué dans ses moindres mouvements.

"Pas vu pas pris"

Parce que la Police et la Gendarmerie effectuent des missions fondamentales pour la sécurité publique et la paix civile, leurs agents se doivent d'être exemplaires. Or on assiste depuis 3 ans, dans un contexte de contestation sociale, à une augmentation importante des violences policières (+41% en 2019 selon le rapport annuel de l'IGPN).



L'interdiction de diffuser des images de fonctionnaires de police, au prétexte de les protéger alors que des lois existent déjà pour cela, ne fera qu'accroître le sentiment d'impunité chez certains membres des forces de l'ordre les entraînant ainsi dans une escalade de violences.

Haro sur le 4^{ème} pouvoir !

C'est aussi la liberté des journalistes et la liberté d'informer qui se trouvent menacées.

La récente intervention violente anti migrant-e-s place de la République, l'arrestation, l'agression et les propos racistes à l'encontre de Michel Zecler, la mort de Cédric Chauviat lors de son arrestation ou la répression des manifestations des Gilets Jaunes, pour ne citer qu'une infime partie des violences qui entachent l'action des fonctionnaires de police et de maintien de l'ordre ces dernières années, n'auraient pas soulevé autant d'indignations légitimes sans les images qui en ont été diffusées.

La honte européenne et internationale

En France, la Défenseure des droits, des syndicats de journalistes et des centaines de milliers de manifestant-e-s s'opposent à la loi de « sécurité globale ».

De nombreuses instances, organisations européennes et internationales se sont émues de ce projet de loi, dans ce pays qui fut autrefois qualifié de celui des Lumières : le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, le Commissariat aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Amnesty International, Human Right Watch, et même la Commission européenne ainsi que de nombreux grands journaux étrangers.

Avec cette loi, et l'enchaînement d'événements violents sur son territoire, la France d'Emmanuel Macron perd toute crédibilité pour dénoncer les violences policières survenant en Europe et dans le monde.

Par ce communiqué commun :

- **Nous demandons le retrait de cette loi liberticide pour que la France ne devienne ni un pays de surveillance généralisée, ni un État policier ;**
- **Nous invitons tou-te-s les citoyen-ne-s français-es et européen-ne-s résidant en Belgique à rejoindre le rassemblement pacifique de ce samedi 5 décembre 12h à Bruxelles au rond-point Schuman <https://fb.me/e/4U0247fUC>**

Bruxelles le 1^{er} décembre 2020